

# **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 616 19 mai 2009**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.**

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

***LE JEUDI 21 MAI EST LA FETE DE L'ASCENSION DU SEIGNEUR. LE SEIGNEUR EST MONTE AU CIEL AVEC SON CORPS POUR REJOINDRE LA SAINTE TRINITE ET ATTENDRE CEUX QUI ACCEPTERONT DE RECEVOIR SA GRACE.***

---

## **EDITO**

### **LA TERREUR ECOLO**

**La terreur exercée par les écolos sur le reste de la population se poursuit avec, parfois, des formes étonnantes.**

**Le bulletin d'André Noël nous en offre un exemple, qu'il intitule « la folle proposition du « Vert » Yves Cochet. Ce n'est pas un militant écolo de base : ne fut-il pas ministre de l'environnement sous Jospin, député Vert de Paris ? C'est aussi un scientifique, un « matheux », chercheur en mathématiques précisément. Le 4 avril au colloque d' « Entropia, la revue de la décroissance ». Le mathématicien a déclaré que ses calculs ont abouti à la conclusion qu'un enfant pollue et que la pollution engendrée par cette naissance équivalait à 620 trajets Paris New York en avion ! Faire un bébé est donc aussi néfaste - a le même**

« coût écologique », dicit Cochet - que de faire 620 fois le trajet Paris- New York par la voie des airs !

On ne peut qu'être choqué de la comparaison entre l'avion et le petit d'homme, mais dans la terrible logique écologiste, elle est fondée : l'impératif absolu est de protéger la Terre contre ce qui la pollue, de ce point de vue l'homme et la machine se valent. En conséquence, Yves Cochet entend lutter contre la « prolifération » des enfants. Alors que le reste de l'Europe nous envie puisqu'il naît chez nous 2,1 bébés par femme (avec, il est vrai l'apport considérable, vu le nombre d'enfants par foyer, des immigrées), M. Cochet, lui, y voit une catastrophe à laquelle il entend remédier. Comment ?

En incitant les femmes à faire « la grève du troisième ventre », autrement dit du troisième enfant ! Il souhaite même une directive européenne sur la question. Mais cette politique de dénatalité peut sans attendre être mise en oeuvre en France, explique-t-il, en inversant l'échelle des allocations familiales qui diminueraient à partir d'un troisième enfant, polluant autant que « surnuméraire ». Certes, l'enfant pollue comme tout être humain qui absorbe de l'oxygène et rejette du CO2 dans l'atmosphère. Dans la vision écologiste, moins il y aura d'humains, moins il y aura de pollution; la Terre ne sera plus en proie au réchauffement ; s'il y a moins d'enfants, il y aura davantage de place sur la calotte glaciaire pour les ours blancs, tout aussi pollueurs que les humains mais dont on ne veut pas limiter le nombre mais l'accroître.

On touche du doigt l'absurdité criminelle d'une telle idéologie qui inverse le sens de la création ; pour Cochet, la Terre n'est pas au service de l'homme mais l'homme au service de la Terre. Elle seule est sacrée : voilà bien la forme moderne de l'idolâtrie ; on ne sacrifie plus les enfants au dieu Moloch mais à la déesse Terre ! Que périsse l'homme pour que vive la Terre, les animaux et les végétaux qu'elle porte ! Car c'est bien à cela que cette folle logique aboutit. A cause de sa natalité en chute libre, les démographes prédisent la disparition de l'Allemagne pour... 2080, malgré l'apport des immigrés ! Angela Merkel tente de conjurer cette perspective en pratiquant l'inverse de ce que prône le Vert français : en augmentant les prestations familiales.

Certes, dans un premier temps, le sieur Cochet ne préconise que de limiter à deux le nombre d'enfants par famille. Toutefois, n'en doutons pas, l'on ne s'arrêtera pas là : l'enfant unique est pour bientôt ! Voyez ce qui se passe en Chine. L'enfant unique est imposé autoritairement, avec stérilisation et avortement obligatoires. Si par malheur, un jour, les écologistes étaient au pouvoir, peut-on exclure cette terrible perspective ? Que ceux qui s'appêtent à voter naïvement pour les Verts aux élections européennes, pensant protéger les petits oiseaux et la couche d'ozone, y regardent à deux fois.

M.P.

[ici](#)

---

## DU NEUF ET DU DEJA VU

### COUP DE POUCES

Dans l'interventionnisme échevelé des pouvoirs politiques en France, aujourd'hui comme hier, il y a non seulement les innombrables dispositifs, pistes de réflexion mais aussi les coûts de pouces. Donner un coup de pouce, cela revient à enlever de l'argent par la force à certains citoyens pour en aider d'autres que l'on choisit suivant son arbitraire du moment. C'est ainsi qu'il vient d'être créé un dispositif qui s'appelle « zéro charges » : il y a exonération de charges pendant un an pour toute embauche dans une entreprise de moins de 10 salariés réalisés avant juin 2010.

Le promoteur de ce système, Laurent Wauquiez, se vante d'avoir créé 200 000 emplois en cinq mois grâce à ce fabuleux dispositif. Évidemment, il ne décompte pas les emplois détruits par de multiples effets comme l'effet de seuil puisque la limite est de dix salariés. Il ne compte pas non plus les emplois détruits par les charges dont les autres vont être alourdis et par le temps consacré à la nouvelle usine à gaz que représente ce dispositif.

### LES LOIS IDIOTES

Dans le désordre habituel de la « République Fromagère » les lois idiotes sont très nombreuses. Le PDG d'une société dans le textile à Castres a récemment proposé à neuf salariés qu'il envisageait de licencier de les reclasser en Inde, où il possède une usine, pour un salaire de 69 € par mois. Il explique : « C'est la loi française qui nous oblige à faire par écrit des propositions de reclassements si on dispose d'autres lieux, même si c'est en Papouasie ou au Bangladesh. Je suis consciente que c'est stupide mais c'est la stupidité de la loi ».

La solution serait de simplifier le code du travail et de supprimer un grand nombre de textes. Ce n'est pas ce qui va se passer car un député de Castres a proposé bien entendu, pour résoudre le problème, de compléter le texte en le rendant encore plus compliqué.

[ici](#)

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

**(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)**

**NATIXIS**

**Cher Président,**

**Je viens d'écouter vos remontrances fort justifiées à propos de NATIXIS.**

**J'ai personnellement depuis toujours, enfin, disons les années 70, déconseillé fortement aux gens d'investir dans tout ce qui est banques, assurances, bourses (stés de ), et grosses entreprises , mégastuctures à vocations mondialistes.**

**Il se trouve que je baigne depuis mon enfance ( âge de 4 ans et ensuite jusqu'aux années actuelles soit environ depuis 58 ans ! ) dans le domaine boursier. Mon père fut commis, puis Fondé de pouvoirs, de la Charge d'Agents de Changes CHEUVREUX DE VIRIEU. Tout petit j'allais à Noël chercher mes jouets au palais BRONGNIART qui accueillait pour la circonstance les femmes !... A cause de cela les panneaux de cotations étaient obscurcis par des rideaux noirs comme à l'A.N. quand MITTERRAND y est allé ! J'y voyais aussi des films comme "Le Ballon rouge" ou des dessins animés devenus inconnus depuis, fort élégants et agréables, et qui n'étaient pas de Disney ! Cela avait une ambiance de Kermesse...**

**Bref, je sais par coeur tout ce qui a trait à la vie des "marchés secondaires" appelés " Bourses de Valeurs". Je sais aussi mesurer l'énorme différence qu'il y a maintenant entre un VRAI marché et ce qui en tient lieu de nos jours ! De plus, il n'y a plus rien à Paris ou peu s'en faut !**

**Le "marché" d'aujourd'hui n'a rien d'un marché ! L'achat par les banques des charges d'officiers ministériels détenus jusque-là par des gens rigoureux et honorables, groupés en une Compagnie indépendante qui dressait un indice de capitalisation générale à fait disparaître toutes les caractéristiques d'honnêteté du marché en question. Le CAC 40 créé pour jouer à Paris à imiter le DOW JONES est une foutaise ! La loi de 84 a introduit confusion, désordre et antiprofessionnalisme au service des arrivistes dans toutes les professions jusque-là exercées par des gens compétents. La compétence a été chassée du monde bancaire en fin 92... J'en sais quelque chose ! Elle était dangereuse et depuis, les employés de banques ne sont plus que des gens qui apprennent leurs instructions journalières de leur ordinateur. Sans lui, ils ne savent rien faire et n'en n'ont en plus pas le droit !!!**

**Lorsqu'ils ont osé privatisé les Bourses de valeurs, le marché, dans les conditions où ils l'ont**

**fait, sans aucune garde, entre les mains de ceux-là même qui veulent y jouer, a équivalu à transformer les banques en juges et parties. On voit le résultat qui pour moi n'est absolument pas une surprise ! La "crise" est une crise à la fois de l'incompétence du personnel à tous niveaux jusqu'à l'ex classe VIII. Les hors classe comme je le fus chez ROTHSCHILD , eux savent très bien ce qu'ils font ! La différence entre avant et après 81 est depuis, il n'y a plus que des Franc-Macs et des arrivistes escrocs de la pire espèce aux commandes des établissements qui sont couverts par l'Etat parce qu'ils se tiennent tous par la barbichette !... Avant nous étions des Professionnels, des VRAIS, soumis au droit commun. La Gauche a tout cassé au service de la haute banque anglaise.**

**Il faudra un jour que je vous explique tout cela...**

**Ne réinvestissez pas dans Natixis, gardez les actions déjà détenues pour agir comme actionnaire en association de défense. Essayez par ailleurs suivant mes conseils de "remonter" le portefeuille...**

**Bien sincèrement vôtre,**

**LMDM**

---

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

(A diffuser largement)

**LUNDI 18 MAI 2009**

### MAMMOUTHS

**Un martien qui débarquerait par hasard dans la « République Fromagère (R.F.) se livrerait à d'étranges constatations. Il observerait le nombre et la puissance des mammouths qui écrasent l'économie française. Sauf erreur ou omission les principaux sont les suivants : éducation nationale, sécurité sociale, hôpital public lequel est fortement lié au précédent et collectivités territoriales. Il en est certainement d'autres mais ces quatre mammouths précités expliquent à eux seuls par leur puissance et leurs liens inextricables la dégradation de l'économie française. Malgré les explications officielles sur la chute du PIB, ils l'expliquent bien plus que la présumée crise.**

**Sur le dos des mammouths se trouve un nombre immense de parasites représentés par les hommes de l'État, ceux que je désigne comme les « Hifis ». Ceux-ci se nourrissent, ô combien largement, du sang des mammouths qui est en fait le sang du peuple français. Ils dirigent les mammouths de façon solidaire et fabriquent de ce fait l'information par presse interposée. D'eux-mêmes et individuellement il n'est aucune chance qu'ils détruisent les mammouths ; la destruction ne peut venir que d'un événement majeur et extérieur à ces prédateurs.**

**L'hôpital public est l'un des mammouths qui remplit les médias depuis plusieurs mois ; l'analyse objective des événements le concernant s'applique en fait à tous les camarades mammouths.**

**Les journaux lors des dernières fêtes de fin d'année étaient pleins de l'état calamiteux des**

**hôpitaux publics. Des patients ont souffert gravement au niveau des urgences et un bébé est mort d'une simple « erreur de manipulation ». Les grèves ainsi que les protestations n'ont cessé de s'amplifier depuis dans les milieux médicaux et para-médicaux.**

**Heureusement, madame Roselyne Bachelot, ministre de la santé, s'est déclarée à l'époque satisfaite de ces hôpitaux mais elle était bien seule à le montrer, sauf évidemment la presse « officielle » qui fait chorus avec la propagande gouvernementale et chante en boucle la gloire de l'hôpital public. Nous allons voir qu'elle a changé d'avis depuis.**

**Quelle est l'explication de la catastrophe ?**

**La presse ne dit pas qu'à l'origine se trouve la nationalisation de la santé qui s'exprime dans les termes même de « santé publique » et, par déclinaison, « d'hôpital public ». C'est évidemment la faute de base : quoi de plus personnel que la santé. Notre santé nous appartient en propre et nul, ni élu, ni fonctionnaire, serait-il Préfet, n'est qualifié pour s'en occuper. L'idée de santé publique est, au surplus, une idée récente dans l'histoire des hommes et n'a aucune justification autre que la prospérité personnelle des tenants d'un pouvoir totalitaire qui se développe à l'ombre d'un prétendu et faux intérêt général.**

**La catastrophe générée par cette nationalisation abusive se déroule et les problèmes les plus récents n'en sont que l'une des manifestations. Toute privatisation d'un processus nationalisé diminue de moitié les dépenses avec amélioration de la qualité : remarquons que la croissance irrésistible de la CSG et de la CRDS est le résultat du déficit permanent de la sécurité sociale avec l'accumulation de dettes en conséquence ; Frédéric Lefebvre, un moment porte-parole de l'UMP, a avoué que « notre pays a les dépenses de santé par tête d'habitant parmi les plus élevées du monde ». La privatisation des hôpitaux permettrait sans doute d'économiser environ 2 % du PIB avec des progrès dans la qualité ; rappelons à ce sujet que la France souffre d'un retard récurrent dans les technologies nouvelles, comme les scanners et autres.**

**Voici comment se décline en cascade la calamité générale. Les causes secondes que nous allons énumérer sont redondantes et cumulent leurs effets négatifs. Elles se rattachent toutes au concept initial d'une santé prétendue publique.**

**La lenteur et l'inadaptation des décisions. Le mammoth de la santé dite publique n'a rien à envier aux autres mammoths. Des décisions tombant de haut sur un ensemble aussi complexe ne sont jamais adaptées au terrain mouvant de la base, souvent contradictoires et d'une lenteur désespérante. Dans une structure privée les décisions sont rapides et immédiatement opérationnelles ; si l'erreur arrive, la correction est rapide.**

**Le faux concept de l'égalité. Dans tout processus étatique, il se glisse un venin mortel qui est la recherche de l'égalité. La santé de chacun est par définition inégale et c'est une vraie chimère que de rechercher l'égalité dans ce domaine. La richesse, où que ce soit, ne peut naître que de l'inégalité qui par nature est créatrice. La recherche prioritaire de l'égalité engendre des coûts ruineux sans que jamais la chimère ne puisse être atteinte.**

**L'abondance des lois. Depuis 1970, 23 plans ont été lancés pour sauver la sécurité sociale ; ils comportaient tous des mesures pour sauver l'hôpital public lequel compte pour moitié dans la catastrophe globale de la sécurité sociale. Comme en tout autre domaine du désastre français la production de lois innombrables, contradictoires, inapplicables et souvent inappliquées paralyse toute action efficace. Un directeur de service dans un hôpital consomme un temps considérable à s'informer des lois nouvelles au détriment de la performance de son service. Un chirurgien avant d'intervenir doit se fatiguer à des tâches administratives sans intérêt.**

**Le rôle prépondérant des syndicats. Un directeur de service de l'hôpital Pitié-Salpêtrière a dit qu'il passait 30 % de son temps à régler des problèmes syndicaux. Que dire des patients qui arrivent à l'hôpital pour un traitement et qui ne peuvent recevoir ce traitement alors qu'il y a grève pour un problème d'informatique ! Les syndicats pèsent non seulement par leur obstruction permanente mais aussi par les coûts insupportables qu'ils imposent sous la forme de délégations diverses.**

**L'impossibilité de gérer le personnel correctement. Un rapport de la Cour des Comptes a décrit le désordre dans la gestion des ressources humaines. Personne ne sait combien d'employés travaillent à l'hôpital public et personne ne sait combien et comment ils sont payés. Le rapport met en cause précisément la nomination des médecins qui échappe à la direction des hôpitaux. Le rapport pointe aussi la multiplicité des statuts. Un chiffre terrifiant est cité : les dépenses de personnel des hôpitaux représentent plus du quart des charges de l'assurance-maladie. Le personnel de ces hôpitaux bénéficie à vie du statut de la fonction publique. En particulier, les absences pour maladie sont payées dès le premier jour, alors que dans le privé il y a trois jours de carence. Ce simple fait a pour conséquence que les absences pour maladies sont bien plus nombreuses dans le public que dans le privé.**

**Les catastrophes latérales. Les hôpitaux, comme toute autre activité, souffrent de deux vrais missiles envoyés contre la société française, à savoir les 35 heures et la retraite à 60 ans. Bien entendu les cliniques privées les subissent aussi ; toutefois la décentralisation des décisions leur a permis de mieux réagir. Les urgences ont particulièrement souffert lors des fêtes à cause des jours de RTT pris par les uns et les autres et qui risquaient de se perdre s'ils n'étaient pas pris !**

**L'absence d'objectif clair. Un service public n'a jamais d'objectif clair et ne peut en avoir par nature ; dans l'imaginaire et la réalité, il agit au nom d'un prétendu intérêt général qui varie dans le temps et répond en fait au bon plaisir momentané des uns et des autres : ce flou dans les objectifs conduit au flou dans la comptabilité quels que soient les succédanés imaginés pour corriger les incertitudes. Dans une entreprise privée la règle est la maximisation du profit ce qui permet d'avoir des comptes clairs.**

**Les déficits récurrents ; il n'y a jamais d'argent ; comme l'Etat gérant de l'ensemble court lui-même de déficit en déficit, il est facile d'imaginer l'impossibilité d'une gestion correcte.**

**A l'inverse, les cliniques privées bénéficient d'une bonne gestion malgré beaucoup d'obstacles que les pouvoirs publics dressent pour les empêcher de fonctionner. Le docteur Vallancien, Professeur à l'université de Paris-Descartes, a déclaré au Figaro : « l'hôpital**

**produit environ deux à trois fois et demie moins de soins que les cliniques avec une qualité de soins qui n'est globalement pas meilleure »**

**Le rôle négatif des maires et l'on retrouve ici le mammoth des collectivités. Les hôpitaux sont l'un des instruments préférés des maires qui sont présidents de leur hôpital pour assurer et prolonger leur pouvoir. Il se comptait, il y a peu, 60 000 lits de trop ; un lit non performant est un poids dangereux et, de même, un hôpital non performant maintenu uniquement pour la gloire et la richesse du maire. Des agences régionales d'hospitalisations ont été créées pour mettre de l'ordre : c'est le vieux système étatique de créer de nouveaux organismes quand rien ne marche !**

**Madame Bachelot, peu après sa déclaration, s'est réveillée comme nous l'indiquions puisqu'elle a projeté une nouvelle loi, qui sera au moins la 24<sup>ème</sup>, ce qui montre bien que rien ne va plus.**

**Mais encore faut-il arriver à sortir effectivement la nouvelle loi et c'est alors que depuis quatre à cinq mois se déroule une comédie qui montre en grandeur nature les dysfonctionnements de l'économie administrée.**

**D'abord, les innombrables parlottes ont pris place sous forme de « tables rondes » accompagnées de grèves multiples et de manifestations. Ensuite nous assistons au gouvernement par le verbe. Le « Lider Maximo » prend la parole presque tous les jours sur le sujet, nuanciant ceci ou cela dans ses paroles successives. Un jour, il déclare que l'hôpital n'est pas une entreprise ; dans le même discours, il indique que le déficit ne satisfait personne, ce qui est le contraire de la phrase précédente. Le navire tangue ainsi depuis des mois comme un bateau sans gouvernail livré aux vents de la politique.**

**Le même assure que la loi sera « équilibrée », autant dire qu'elle ne vaudra rien signifier de précis. Le patron de l'hôpital ne sera pas un despote : c'est par avance le condamner à l'inefficacité. Qu'un despote ait le devoir absolu d'être un despote éclairé, tout le monde le sait. Il est vrai que le « Lider Maximo » a une excuse car depuis deux ans, il agit en despote aveugle, lançant des réformes purement verbales sans aucune préparation ni contact préalable.**

**La loi devait être votée fin janvier : nous voici milieu mai ! Quand une entreprise est en déroute on attend pas des mois pour agir.**

**La future loi toute éventuelle va rajouter une nouvelle structure sous forme d'agences régionales de santé (ARS) pour chapeauter les agences régionales d'hospitalisation, créées précédemment, qui sans doute ne servaient à rien : empilage des structures, fromages fastueux pour les dirigeants, coûts superfétatoires. Les syndicats se lèchent déjà les babines projetant d'occuper pour les détruire les nouvelles bureaucraties. Il y aura donc dans les régions des sortes de ministères-bis.**

**La presse est muette sur ce scandale en préparation : cela ressemble furieusement aux deux décentralisations territoriales qui ont ruiné la France en empilant les structures, tellement que tout le monde en pleurniche à présent. Il est sûr que les effectifs du ministère central ne**

vont pas diminuer en proportion de la croissance exponentielle des effectifs des nouveaux organismes.

Il y aurait aussi des CHT ou communautés hospitalières de territoire pour mutualiser les moyens, ce qui formera un autre organisme.

Ces nouveaux monstres seront présidés ou co-dirigés par les Préfets. Qui peut penser utile de confier sa propre santé à un Préfet même s'il officie avec sa belle casquette ?

Un pouvoir convaincu et résolu aurait imaginé et mené à bien quelques mesures simples conduisant à des progrès dans l'autonomie et permettant d'aller ensuite plus loin.

Mais à cette fin il faut être crédible ; au lieu de cela nous avons depuis deux ans un pouvoir dans le style du « matamore couché ». Il est en train de se coucher davantage devant l'unanimité des protestations qu'il a suscité, certains élus UMP demandant eux-mêmes que les projets de lois soient purement abandonnés.

**Michel de Poncins**

---

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)

---

**REMARQUE IMPORTANTE**

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

**Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE**

<http://libeco.net/>

**ou sur LE PILORI**

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE )**

**(Association de la loi de 1901)**

**5, rue Dufrenoy 75116 PARIS**

**C O M M U N I Q U É**

**Nous avons l'honneur de vous inviter**

**À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

**LE MARDI 2 JUIN 2009 À 19 HEURES**

**DANS LA SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007  
PARIS ( METROS SÈVRES-LECOURBE ET SEGUR).**

**S.A.R. LE PRINCE CHARLES-EMMANUEL DE BOURBON**

**ET DE PARME**

**Traitera le sujet suivant**

**OU EN EST LA FAMILLE AUJOURD'HUI ?**

**Le Président,  
Michel de PONCINS**

**Participation aux frais : 10 € ; adhérents de CLE, entrée gratuite.**

---

## CITATIONS

### HILLARY CLINTON :

« La force du gouvernement américain doit être utilisée pour contraindre les gouvernements du monde entier à changer leurs lois sur l'avortement »

NDLR : connaissant les opinions de la dame sur le sujet, il y a tout à craindre.

---

## REVUE DE PRESSE

### LES BONNES BANQUES

Il y a heureusement dans le monde des banquiers raisonnables. En France, le CIC, a échappé aux folies qu'ont réalisées de biens d'autres banques.

La presse révèle aussi que la sagesse canadienne a joué car les banques au Canada ont pratiqué une gestion prudente et ont respecté une régulation très stricte. C'est ainsi que la banque royale du Canada (R.B.C.) s'est hissée à la 10e place mondiale en termes de capitalisation devançant BNP PARIBAS la première banque française du palmarès ; d'autres banques canadiennes se sont également fort bien comportées.

### LE SENAT ET SA RICHESSE

La richesse immense des sénateurs et du Sénat en général pèse de façon extrêmement lourde sur l'économie française et aggrave la crise d'une façon marquante.

La presse a révélé qu'un appartement était mis à la disposition de l'ancien président de la haute assemblée, Christian Poncelet.

Le nouveau président semble désireux de diminuer ce luxe. 54 bénéficiaires de logements de fonction ont été priés de déménager avant fin 2009. Ces appartements seront transformés en bureau, ce qui n'est d'ailleurs qu'à moitié rassurant. Gérard Larcher s'est aussi engagé à diminuer de 30 % ses indemnités et celle des trois questeurs. En outre, la Haute assemblée ne consentira plus de prêts immobiliers sans intérêt aux sénateurs et à ses fonctionnaires. L'économie serait de 71,5 millions d'euros.

Nous ne pouvons qu'approuver ce début de bon mouvement mais nous allons voir à l'usage s'il va se confirmer. Néanmoins l'essentiel n'est pas là, car pour le sénateur de base c'est une façon de lâcher du lest tout en gardant l'essentiel.

**Si l'on veut réellement la rupture avec la richesse du Sénat, composante de la ruine du peuple français, il faudrait un geste tout à fait spectaculaire : par exemple, le Sénat couperait de moitié l'argent qu'il demande tous les ans au budget et s'arrangerait pour gérer avec ce qui reste et qui est déjà considérable.**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **COLLECTIVITES LOCALES**

**Il faudrait diminuer d'une façon drastique l'empilage des collectivités. Sarkozy fait tout le contraire puisque maintenant il voudrait lancer les grands chantiers du Grand Paris. Cela implique la création de nouvelles collectivités et un torrent de dépenses.**

**À long terme cela va augmenter la population de Paris alors que justement les grandes métropoles sont absolument ingérables.**

### **OBAMA LE SOCIALISTE**

**Contrairement à ce que l'on pense généralement les États-Unis sont également très gangrenés et par une nuée de réglementations. En fait ils sont très socialistes et OBAMA ne va qu'accentuer cette tendance. Il va recruter 800 agents supplémentaires pour le service qui surveille l'impôt sur le revenu et il paraît que cela ne représente qu'un pour cent de l'effectif de cette administration qui donc en compte 80 000.**

**Il a annoncé en plus une réforme fiscale visant à récupérer 210 milliards de dollars auprès des grandes entreprises et des évadés fiscaux. En particulier il s'agirait de s'attaquer aux procédures que les multinationales utilisent pour profiter des paradis fiscaux. En fait cela revient à proposer la plus forte augmentation d'impôt sur les entreprises depuis 1986. Les connaisseurs se souviennent que lors de la grande crise de 1929 le président Roosevelt, tout nouvellement élu, s'était attaqué au business dans une première période ce qui avait aggravé la crise.**

**Si OBAMA continue à attaquer le business américain, ce n'est pas l'Amérique qui nous aidera à sortir de la récession.**

**Sarkozy, pour sa part, continue dans la même lancée puisque Bercy veut détecter 10 % de fraudeurs en plus. Et il veut durcir aussi la fiscalité pour les groupes internationaux : l'effet immédiat sera chasser encore plus ailleurs ces groupes multinationaux qui chercheront des pays plus accueillants.**

**La voie idéale serait de diminuer les impôts et malheureusement ce n'est pas le cas.**

## **LA DIVERSITE**

**Yasid Sabeg est quelque chose comme commissaire à l'égalité des chances. Il y a donc des grades dans les fromages de la république car il n'est pas « Haut commissaire ».**

**Il a remis un rapport au président de la république sur la promotion de la diversité qui comporte 76 mesures pour promouvoir cette diversité ;**

**Nécessairement, cela va être des mesures autoritaires ruinant l'économie française comme toutes les mesures autoritaires et ne donnant aucune chance aux personnes issues de la diversité puisqu'elles risquent d'être promues non pas par sur leurs mérites mais simplement par une faveur du pouvoir.**

---

## **DOCUMENTS**

**(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)**

### **DE FRANCOIS DE SIEBENTHAL**

**Quand le pasteur Joe Wright a été sollicité pour prononcer la prière d'ouverture de la session au Sénat du Kansas, tout le monde s'attendait à une prière ordinaire; mais voici ce qu'ils ont entendu :**

**"Seigneur !**

**Nous venons vers toi aujourd'hui pour te demander pardon et pour te demander de nous guider.**

**Nous savons que ta Parole nous dit : «Malheur à ceux qui appellent bien ce qui est mal» et c'est exactement ce que nous avons fait.**

**Nous avons perdu notre équilibre spirituel et nous avons renversé nos valeurs.**

**Nous avons exploité le pauvre et nous appelons cela 'La loterie'.**

**Nous avons récompensé la paresse et nous avons appelé cela 'L'aide sociale'.**

**Nous avons tué nos enfants pas encore nés et nous avons appelé cela 'Le libre choix'.**

**Nous avons abattu des avorteurs et nous avons appelé cela 'La justice'.**

**Nous avons négligé de discipliner nos enfants et nous avons appelé cela 'Développer leur estime de soi'.**

**Nous avons abusé du pouvoir et nous avons appelé cela 'La politique'.**

**Nous avons convoité les biens de nos voisins et nous avons appelé cela 'Avoir de l'ambition'.**

Nous avons pollué les ondes radio et télé avec la grossièreté et la pornographie et nous avons appelé cela 'Liberté d'expression.'

Nous avons ridiculisé les valeurs établies depuis longtemps par nos ancêtres et avons appelé cela 'Les Lumières'.

Ô Dieu, sonde notre cœur;

purifie-nous et libère-nous de nos péchés !

Amen ! "

La réaction fut immédiate. Un parlementaire a quitté la salle durant la prière. Trois autres ont critiqué la prière du pasteur et un autre a qualifié cette prière de "message d'intolérance".

Dans les 6 semaines qui suivirent, l'Église Central Christian Church, où le pasteur Wright travaille, a reçu plus de 5.000 appels téléphoniques dont seulement 47 étaient défavorables aux propos du pasteur. Cette église reçoit maintenant des demandes du monde entier, Inde, Afrique, Asie, pour avoir la prière du pasteur Wright. Avec l'aide de Dieu, puisse cette prière se répandre sur notre nation et que naisse dans notre cœur le désir que nous redevenions 'un peuple sous le regard de Dieu'. Si c'est possible, passez cette prière à vos amis.

'Si tu n'as pas le courage de te tenir debout pour une conviction, tu tomberas devant n'importe quelle autre.'

---

de F Guillaumat

<http://www.les4verites.com/Les-cent-jours-de-Sa-Saintete-Barack-Ier-2322.html>  
[Les cent jours de Sa Sainteté Barack 1er](#)

Guy Millière, 5 mai 2009

Quel que soit le degré d'adulation extatique de la quasi-totalité des journalistes envers Barack Obama, il existe sur la terre un homme qui adule Barack Obama bien davantage qu'eux tous réunis : c'est Barack Obama lui-même.

**S'il était simplement acteur, il serait d'un cabotinage insupportable. Comme c'est un acteur transformé en gourou planétaire, son cabotinage passe pour de la prestance. Et on écarte du regard des foules les images gênantes. Si George Bush avait utilisé un téléprompteur pour chacune de ses prises de parole en public et avait lu ce qu'il disait à la virgule près, on aurait pu dire qu'il n'était pas très intelligent. Mais dès lors qu'il s'agit de Barack, cela signifie simplement qu'il veut être précis.**

**Si le prompteur s'arrête et qu'Obama s'arrête au même instant, cela signifie qu'il prend son temps pour réfléchir et s'écouter penser. Pendant la campagne électorale, il lui est arrivé d'éternuer, et la foule a applaudi. Il ne s'est pas encore épongé le front avec un mouchoir avant de jeter celui-ci à des adolescentes en transes, mais cela viendra peut-être.**

**Pour l'heure, Sa Sainteté Barack 1er vient de fêter ses cent jours à la Maison Blanche. Depuis l'épopée napoléonienne, les Cent-jours constituent une date symbolique. C'est à croire qu'on oublie que les Cent jours de Napoléon se sont achevés à Waterloo – à moins qu'on ne considère, comme c'est mon cas, que la bataille de Waterloo a été une victoire pour la liberté et une défaite pour un tyran mégalomane.**

**Qu'importe : cent jours se sont effectivement écoulés depuis que Sa Sainteté s'est installée à la Maison Blanche et, si les idolâtres se pâment, ceux qui gardent une once de lucidité observent d'un œil plus distant ce qui a été enclenché.**

**Sur un plan intérieur américain, outre la croissance de la dette publique et un recours effréné à la planche à billets, qui se termineront par de l'inflation et d'inévitables hausses d'impôts (qui rendront plus riches ceux qui siègent à Washington, mais plus pauvre l'essentiel du peuple américain), on relève des mesures ayant pour objectif de rapprocher les États-Unis des social-démocraties européennes agonisantes : nationalisations hypocrites d'entreprises industrielles, prises de participation dirigistes dans un secteur bancaire qu'Obama et Geithner souhaitent mettre sous tutelle, projet de socialisation de la santé qui, à terme, pourrait permettre aux Américains de connaître les joies du rationnement des soins.**

**La classification du gaz carbonique comme polluant par l'Agence de Protection de l'Environnement annonce sans doute des mesures qui feront la joie des adeptes du vélo et le désespoir de ceux qui préfèrent des moyens de déplacement plus efficaces. Je ne me suis pas rendu chez les gauchistes de San Francisco depuis six mois, mais voir Obama accuser les services de renseignement américain d'avoir eu recours à la « torture » a dû les remplir d'aise. Pour ces gens, avoir privé de sommeil des criminels responsables de milliers de morts est scandaleux, et le fait – avéré – que cela a permis d'éviter des attentats majeurs dans d'autres grandes villes américaines au cours des sept dernières années est sans importance. D'autant plus que Los Angeles était visée et qu'à San Francisco, on déteste Los Angeles...**

**En Europe, avoir entendu Obama s'excuser auprès de tous les ennemis des États-Unis pour l'« arrogance » américaine passée a été perçu comme le comble du raffinement. Le message a été reçu planétairement et on en voit d'ores et déjà quelques effets : l'Iran redouble**

**d'ardeur dans sa course au nucléaire, les taliban progressent au Pakistan, les attentats reprennent en Irak. Les dirigeants palestiniens attendent le chèque qui leur permettra de préparer leurs prochains attentats. Les tyrans peuvent fourbir leurs armes, ils n'ont rien à craindre : les électeurs américains ont trouvé pire que Carter.**

**Il reste à souhaiter que cette sinistre plaisanterie s'achève sans dégâts majeurs. Il reste à penser à tous ceux dont la liberté est menacée ou foulée aux pieds sur terre en cette heure, et qui se sentent bien seuls, à commencer par Roxana Saberi, journaliste américaine abandonnée dans les geôles de l'antisémite Ahmadinejad. Il reste à penser à tous les Américains qui aiment leur pays et souffrent en voyant l'orage qui vient.**

---